**Déclaration des administrateurs CGT MSA POITOU DU CA DU 09/02/2018**

**Approbation du budget 2018 par la CCMSA :**

Comme à chaque fois, les administrateurs CGT saluent le travail réalisé par le service comptabilité et la direction de la MSA POITOU pour l’élaboration du budget.

L’approbation d’un budget est une figure imposée, qui nous contraint, malheureusement toujours un peu plus chaque année, au point de demander pour 2018 des dérogations aux orientations budgétaires prises initialement. Toujours dans le respect bien sûr du cadre posé par les COG successives.

Mais pourquoi sommes-nous autant contraints ? N’y a-t-il pas d’autres perspectives ?

Tant que nous aborderons le financement de la protection sociale, uniquement sous l’angle de la dépense, nous ne règlerons pas durablement les déficits structurels que nous connaissons tous. Cette vision est bien trop réductrice.

Au contraire, il faut se poser la question du financement de notre protection sociale sous l’angle de la ressource. Cette ressource qui est en crise.

Conséquences des politiques instaurées par les gouvernements successifs depuis plus de 30 ans déjà avec la complicité du patronat, sous prétexte de vouloir diminuer le « coût du travail » auquel nous opposons syndicalement le « coût du capital ».

A titre d’illustration, selon la revue de presse CCMSA de janvier 2018, il est rappelé que les exonérations de cotisations sociales pour 2016 étaient en hausse pour la troisième année consécutive pour atteindre 27,8 milliards d’euros. Au passage, il est aussi noté que la quasi-totalité des exonérations ont porté sur la part patronale des cotisations.

Au-delà, depuis le 1er janvier 2018, les salariés ont noté la baisse de leurs cotisations sociales et l’augmentation de 1,7 point de la CSG, y compris pour les retraités soi-disant les plus aisés avec 1 200 euros de pension mensuelle.

Aujourd’hui, on s’attaque donc au fondement même de la sécurité sociale et son mode de financement originel.

Avec cette nouvelle attaque grave, on voudrait nous faire croire qu’on va augmenter le salaire net en diminuant les cotisations sociales. En d’autres termes, le salarié devra supporter un risque qu’il aura à assumer individuellement selon ses moyens du moment. A terme, c’est la fin annoncée de la solidarité intergénérationnelle et interprofessionnelle telle que la sécurité sociale l’avait instaurée au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Oui le CAPITALISME c’est mauvais pour la protection sociale !

Toutes ces raisons de fonds, nous amènent naturellement à voter contre l’approbation du budget 2018 de notre caisse de mutualité sociale agricole.